

Remember !

« Grenoble n'est pas une ville comme les autres. Grenoble est la ville de la journée des Tuiles, l'une des cinq villes Compagnon de la libération, la ville de la création du Planning Familial, des mutuelles ouvrières, du retour du tram en France. Sa tradition s'ancre dans l'implication citoyenne, l'innovation sociale, les services publics. »

Ainsi débutait le programme du candidat à l'élection municipale Eric Piolle. Où sont donc passés les engagements pris devant les Grenoblois.es pendant la campagne ?

Novlangue Grenobloise ?

« Démocratie renouvelée »,
« Budgets participatifs »,
« Gestion durable »,
« Bilan partagé »,
« Initiative citoyenne »,
« Ville solidaire »,
« Co-construction »,
« Tiers lieu »...

La mairie de Grenoble n'est pas avare de termes attrayants, mais la réalité s'avère toute autre. Pour expliquer les suppressions d'emplois, les fermetures de bibliothèques, la disparition de l'équipe de médecins scolaires... On nous parle de « Plan de sauvegarde des services publics ».

Comment vont-ils appeler l'expulsion de Solidaires de son local ? « Consolidation du dialogue social » ?

La mairie de Grenoble a décidé d'expulser l'union départementale Solidaires de ses locaux

Nous l'apprenons par un courrier de la mairie qui annonce la vente de notre bâtiment pour une opération immobilière de destruction / « reconstruction » en faveur d'une association « amie ».

Situé au 12 bis rue des Trembles depuis 16 ans (à proximité du quartier de la Villeneuve de Grenoble) nous avons patiemment développé des liens avec les associations locales, ouvert une permanence juridique gratuite, impulsé la fondation d'un syndicat de travailleurs précaires et soutenu la syndicalisation des salarié.e.s du secteur associatif.

La municipalité de gauche alternative revient sur le droit historique des syndicats à être logés gratuitement par les municipalités afin de mener leur mission d'intérêt général. Alors que le patronat est plus que jamais à l'offensive dans chaque secteur, chaque entreprise, elle choisit de désarmer les salarié.e.s.

Cette décision intervient alors qu'Eric Piolle impose un plan d'austérité sans précédent aux Grenoblois.es : le service de santé scolaire, deux Maisons des Habitants et trois bibliothèques vont être supprimés... sans parler des multiples suppressions de postes / réorganisations qui touchent tous les services de la ville.

Le soutien apporté par l'union départementale Solidaires 38 aux luttes des bibliothécaires et des agents municipaux serait-il également un puissant accélérateur dans la décision de la mairie de nous expulser d'ici le 1^{er} avril 2017 ?

Cette décision de Piolle et de sa majorité est un règlement de compte politique

La mairie masque cette décision par de fausses propositions de relogement visant à entraver notre fonctionnement syndical : sites insalubres, mise en concurrence avec des associations d'habitants...

Le maire de Grenoble est doté du parc immobilier le plus important de France (proportionnellement au nombre d'habitant.e.s). La collectivité possède des milliers de mètres carrés de bâtiments inutilisés, vides depuis des années et qui coûtent une fortune en entretien. Pourtant, c'est précisément nos locaux qu'il faudrait détruire ? Qui peut honnêtement croire cela ?

Dans le privé comme dans le public nous subissons, comme d'autres syndicats, la répression syndicale. Le chômage est massif, la précarité et l'exclusion sociale s'accroissent, la souffrance au travail se banalise. Plusieurs mairies, souvent de droite, s'attaquent aux Bourses du travail et à la mise à disposition des locaux aux syndicats. En nous expulsant, le maire de Grenoble ainsi que sa majorité écologiste et de gauche s'en rendent complice.

LA MAIRIE NE PEUT PAS EN MÊME TEMPS PARLER DE DÉMOCRATIE CITOYENNE ET S'ATTAQUER AUX ORGANISATIONS SYNDICALES